

CAUCASE

Le Haut-Karabakh, de la guerre sans fin au conflit par procuration

Le conflit entre Arménie et Azerbaïdjan au Haut-Karabakh a repris en septembre 2022. Il met en scène une lutte à mort entre deux peuples situés dans une zone du Caucase marquée par d'anciennes puissances impériales. La Russie, Israël et les États-Unis suivent de très près cette guerre de cent ans qui oppose Arméniens chrétiens et Azerbaïdjanais musulmans. Au risque d'un dangereux embrasement.

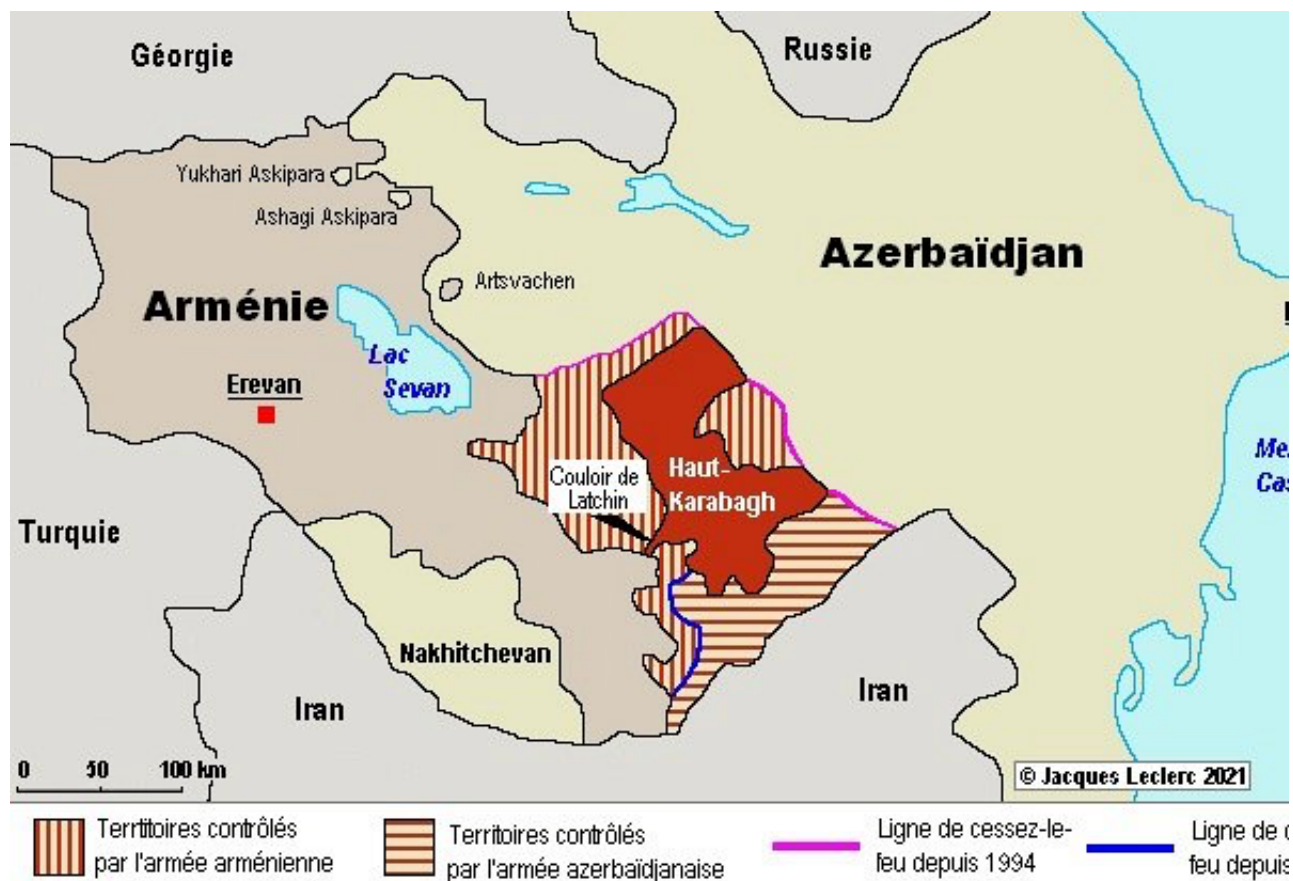
> **TIGRANE YÉGAVIAN** > 2 NOVEMBRE 2022

SI LA SECONDE GUERRE DU KARABAKH LANCÉE PAR L'AZERBAÏDJAN EN 2020 S'ÉTAIT déroulée en territoire disputé, la guerre s'est déplacée les 13 et 14 septembre 2022 sur le territoire souverain de la République d'Arménie. Le prix de cette attaque a été lourd : 300 blessés, 20 soldats détenus et environ 7 600 personnes déplacées. Les autorités arméniennes ont indiqué posséder des preuves d'actes de torture (mutilations, amputations, viols sur des soldats décédés ou détenus). On se souvient de l'issue victorieuse de la première guerre du Haut-Karabakh par les forces de cette petite république non reconnue qui avait proclamé son indépendance à l'issue d'un référendum en 1991, quelque temps après la suppression de son statut d'autonomie par l'Azerbaïdjan. La mise en place d'une « zone de sécurité » avait provoqué l'exode massif de près de 800 000 Azéris de leurs foyers.

Retranchés derrière une ligne de front de plusieurs centaines de kilomètres, les

dirigeants arméniens de l'Artsakh (Karabakh en arménien), non sans intransigeance, s'étaient lovés derrière l'illusoire certitude d'un conflit gelé, pensant naïvement que l'assurance vie liant Erevan à Moscou s'appliquerait sur leur territoire également. Or, [la seconde guerre de 2020](#) menée par l'Azerbaïdjan avec le concours de la Turquie a complètement renversé la donne et le rapport de force.

En vertu de l'accord tripartite de cessez-le-feu négocié par les Russes, les Arméniens s'étaient vus contraints de céder 75 % des territoires qu'ils contrôlaient. Tous ceux qui vivaient dans les régions passées sous contrôle azéri ont été contraints de fuir, certains emportant avec eux leurs morts déterrés, afin d'éviter le même sort que leurs églises et les cimetières systématiquement détruits. Depuis lors, [la pax russica s'est instaurée](#) avec la présence d'une force d'interposition de 1 960 hommes déployée dans le Haut-Karabakh et dont le mandat s'achèvera en 2025. Passée cette date, l'inconnu prédomine, car l'Azerbaïdjan considère cette présence russe comme une armée d'occupation.



LA POURSUITE DE LA GUERRE PAR D'AUTRES MOYENS

Depuis novembre 2020, l'armée de Bakou poursuit sans relâche ses attaques contre les Arméniens restés dans un Haut-Karabakh transformé en protectorat russe. Mais aussi contre l'Arménie. La guerre n'a pas pris fin dans la mesure où Bakou tente de convertir son avantage militaire sur le plan politique. Bakou exige que l'Arménie accepte le principe de son intégrité territoriale sans garantir les droits et la sécurité des Arméniens du Karabakh. L'Azerbaïdjan réclame également un « couloir » extraterritorial dans le sud de l'Arménie qui relierait l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan, lui-même relié à la Turquie par une étroite bande de terre de

ՆԱԿԻՇԵՎԱՆ, ուր-même tenue à la Turquie par une étroite bande de terre de 15 kilomètres.

Jusqu'à présent, Erevan joue sur la montre, ayant perdu tout levier (démographique, militaire et territorial), et tente de desserrer l'étau azéri par la mise en place d'un « agenda de paix », incluant un processus de normalisation des relations avec la Turquie qui lui impose un blocus total depuis 1993 et la conclusion d'un accord de paix global avec l'Azerbaïdjan. Mais pour que cet accord se fasse, encore faut-il que l'Arménie se décide à trancher entre deux positions irréconciliables : d'un côté le respect de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, de l'autre l'autodétermination des Arméniens du Haut-Karabakh.

Pour sa part l'Azerbaïdjan a clairement fait savoir qu'il n'y aura pas de statut ni une quelconque autonomie pour la population arménienne de l'enclave. Position intenable pour l'Arménie invitée par l'UE à « rabaisser la barre des revendications » sur le dossier du Karabakh afin de sauvegarder son propre État qui fait face à une menace existentielle. Car les troupes azerbaïdjanaises ont réussi à prendre des positions stratégiques avantageuses qui leur donnent la possibilité de conquérir le sud de l'Arménie en quelques heures ; Erevan, la capitale arménienne, en quelques jours.

PLUSIEURS NIVEAUX DE CONFLICTUALITÉ

Si la première guerre du Karabakh avait les apparences d'un conflit territorial et de décolonisation (le Haut-Karabakh cherchant à s'émanciper du double joug azéri et soviétique), la grille de lecture était essentiellement arméno-azerbaïdjanaise et la religion n'entrait que dans un second plan. Depuis 2020, la donne s'est complexifiée. À la conflictualité arméno-azérie se greffent deux conflits par procuration, entre Russes et Turcs et entre Israéliens et Iraniens.

Israël et l'Azerbaïdjan sont liés depuis le début des années 2000 par un partenariat stratégique. L'Azerbaïdjan est considéré comme une arrière-cour israélienne contre l'Iran. Tel-Aviv, qui ne reconnaît pas le génocide de 1915, importe un tiers de sa consommation de pétrole de Bakou et lui vend notamment [des drones Harop qui ont fait la différence en 2020](#). Israël est de fait le plus grand fournisseur d'armes de l'Azerbaïdjan.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, environ 60 % des importations de défense de l'Azerbaïdjan sur la période 2015-2019 provenaient de l'État hébreu, tandis qu'en 2020, ce volume est passé à près de 70 %. En mai 2022, des rapports ont fait état de l'achat par l'Azerbaïdjan de batteries de défense antimissile Iron Dome. Dans un contexte de crise énergétique et alimentaire, le ministre israélien des finances Avigdor Liberman s'était alors rendu en Azerbaïdjan pour demander d'accroître les importations d'hydrocarbures.

Tel-Aviv a adopté un plan d'urgence visant l'accueil de juifs fuyant la Russie qui transiteraient par des pays frontaliers comme la Finlande, mais aussi l'Azerbaïdjan

¹ . Ce plan implique la création de centres d'hébergement transitoires. En octobre, c'était au tour du ministre de la défense Benny Gantz de se rendre à

Bakou où il s'est entretenu avec les dirigeants azéris des moyens de renforcer la coopération stratégique ² .

VU D'IRAN, LA CRAINTE DE L'ENCERCLEMENT

La République islamique avait soutenu politiquement l'Arménie au cours de la première guerre de 1991-1994, mais s'était retranchée en 2020 derrière l'argumentaire azerbaïdjanais. [Téhéran ne cache pas son inquiétude](#), mais semble paralysé. Des sites Internet azerbaïdjanais évoquent régulièrement la possibilité que Bakou puisse offrir son espace aérien aux jets israéliens pour entrer sur le territoire iranien ou envoyer des unités spéciales israéliennes en Iran. La dernière guerre a renforcé l'Azerbaïdjan dont une frange de la classe politique n'a pas renoncé à un certain irrédentisme envers l'Iran où vit une importante population d'ethnie azérie.

L'Iran a occasionnellement envoyé des avertissements à l'Azerbaïdjan, répétant que sa frontière avec l'Arménie est une ligne rouge. Ses préoccupations sont à la fois géopolitiques et économiques. Le projet de corridor extraterritorial du Zanguezour reliant Bakou à Ankara, l'Asie à l'Europe, est perçu comme une menace sérieuse par Téhéran. Ce corridor risquerait aussi de remplacer les gazoducs iraniens vers le Nakhitchevan par des gazoducs opérant depuis l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale, privant l'Iran de son rôle crucial dans le commerce et le transit énergétique dans la région.

Dans la foulée de l'agression militaire azerbaïdjanaise contre l'Arménie du 13 septembre, l'Iran a organisé des exercices militaires conduits par les corps des Gardiens de la révolution islamique près de sa frontière avec les deux pays pour affirmer sa position et sa nécessité de préserver sa frontière commune et ses liaisons de transport avec l'Arménie. S'il venait à perdre sa frontière avec l'Arménie, le commerce de l'Iran avec l'Europe et l'Eurasie serait à la merci des routes commerciales turques et azerbaïdjanaises. Cela, à son tour, renforcerait l'influence économique et politique d'Ankara et de Bakou sur Téhéran et réactiverait l'irrédentisme panturquiste.

LA RUSSIE, UNE SUZERAINES AU COMPORTEMENT DE PROXÉNÈTE

N'en déplaise aux tenants d'une droite conservatrice et russophile, Moscou n'est pas disposé à accourir au secours des Arméniens au nom de la défense des chrétiens d'Orient. Un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle remonte à 1997. Arbitre du conflit, [la Russie assume son rôle de médiateur](#) plutôt que de soutenir son alliée l'Arménie qui avait sollicité l'intervention de ses alliés de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui avait finalement envoyé une délégation d'observateurs en Arménie censée rendre un rapport d'évaluation d'ici à la fin 2022.

La Russie ne veut pas s'aliéner l'Azerbaïdjan avec lequel elle partage une frontière terrestre et soutient des projets de nouvelles voies de communication. Elle détient

aussi 30 % de la compagnie publique azerbaïdjanaise Socar via sa société Lukoil. L'Azerbaïdjan et la Russie ont signé un accord le 18 février 2022 visant à contourner les sanctions occidentales, en vertu duquel Bakou lui offre une voie alternative d'exportation de son gaz à destination de l'Europe. Sinon comment expliquer que de janvier à mars 2022 les exportations pétrolières azerbaïdjanaises ont grimpé de 50 % à 610 000 barils/jour (b/j), alors que bizarrement sa production avait baissé de 45 000 b/ ?

S'il est difficile de comprendre quelle est la ligne rouge du Kremlin, il ne fait pas de doute que la Russie a contribué à l'aggravation de l'insécurité en s'abstenant d'agir. Une de ses motivations dans cette partie de son « étranger proche » se trouve dans le « plan Lavrov 2 » qui inclut la mise en place du fameux corridor au sud de l'Arménie. Un espace ultra stratégique que Moscou considère comme relevant de l'extraterritorialité, donc dans les faits, hors de la souveraineté arménienne.

La Russie étant actuellement bloquée sur ses frontières occidentales en raison des sanctions internationales, l'issue vitale qui lui reste est donc la Turquie via l'Azerbaïdjan. En cela, la Russie pourrait accéder à la Turquie et la Méditerranée via l'Azerbaïdjan par ce corridor – que Moscou souhaite sous son contrôle. Il faut donc comprendre que le point 9 de l'accord de cessez-le-feu tripartite du 9 novembre 2020 a été imposé dans cette perspective.

COMPRENDRE LE JEU AMÉRICAIN

Avec à sa tête un premier ministre arrivé au pouvoir en 2018 au terme d'une « révolution de velours », l'Arménie souffre d'une dégradation de sa relation avec la Russie où la confiance n'est plus de mise. La tentative de Nikol Pachinian de se rapprocher de l'Union européenne (UE) et de porter un agenda démocratique est incompatible avec les intérêts géostratégiques de la Russie. Bien qu'affaiblie, la Russie conserve de sérieux leviers en Arménie qui n'a pour l'instant aucune alternative en termes de sécurité, tandis que le ressentiment antirusse croît au sein d'une population qui se sent abandonnée par Moscou.

La visite historique à Erevan de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis Nancy Pelosi le 17 septembre intervient à un moment où Washington cherche à profiter de la situation en incitant Erevan et Bakou à parvenir à un accord de paix qui donnerait à l'Occident un accès via la Turquie à la mer Caspienne. Si Pelosi a salué l'Arménie, pays agressé, comme l'unique démocratie de la région, les États-Unis n'ont pas détaillé quels types de soutien concret ils étaient disposés à mettre à disposition des Arméniens pour assurer leur défense.

Tandis que les États-Unis poursuivent leurs efforts pour contenir et affaiblir la Russie, l'administration Biden s'efforce de réduire la présence politique, économique et militaire russe dans le Caucase du Sud. Cela signifie que les États-Unis utiliseront leur implication croissante dans le processus de négociation Arménie-Azerbaïdjan pour créer les conditions du retrait des Casques bleus russes du Haut-Karabakh tout en utilisant les processus de normalisation avec l'Azerbaïdjan et la Turquie comme base pour faire avancer le retrait de la base

militaire russe d'Arménie. La diminution de la présence russe dans le Caucase du Sud créera un vide que la Turquie comblera très probablement en tant que puissance régionale et alliée stratégique des États-Unis.

L'ARMÉNIE VICTIME DE LA GÉOPOLITIQUE DES EMPIRES

Victime de la géopolitique des empires, l'Arménie n'est plus qu'une monnaie d'échange dans un contexte où Russes et Turcs tentent de maintenir à l'écart les Occidentaux. Les dirigeants arméniens devraient raison garder et ne pas s'aligner sur les intérêts occidentaux décidés à instrumentaliser cette question pour pousser les Russes dans leurs retranchements. Étranglés par une Russie affaiblie et cynique, ne pouvant espérer grand-chose d'un Occident fossoyeur, leur unique planche de salut repose sur la recherche de nouvelles alliances avec des pays qui partagent les mêmes intérêts géostratégiques : l'Inde, l'Iran, et dans une moindre mesure la Chine.

À l'évidence ce qu'il reste du Karabakh arménien est rattrapé par le dérèglement du système international. On oublie trop souvent qu'il s'agit avant tout d'une question locale, celle d'un peuple qui réclame son droit à l'autodétermination depuis qu'il s'est vu rattaché arbitrairement à une autre entité en 1921.

TIGRANE YÉGAVIAN

Journaliste, spécialiste des minorités d'Orient. Dernier livre paru : *Géopolitique de l'Arménie*, Bibliomonde,... (suite)

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

¹ Zvika Klein, « [Israel to open refugee camps in Finland, Azerbaijan for Russian Jews](#) », *The Jerusalem Post*, 2 octobre 2022.

² Rina Bassist, « [Israeli defense minister fosters security ties in Azerbaijan](#) », *Al-Monitor*, 5 octobre 2022.